

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

MEETING de solidarité avec
la lutte du peuple Zimbabwe
Avec la participation
d'un dirigeant
de la ZANU

Jeudi 6 avril à 20 h 30
Salle de l'AGECA
177, rue de Charonne Paris 11e

Ce meeting, organisé par le comité Zimbabwe, a reçu le soutien de l'Humanité rouge, du PCRml et de Drapeau rouge.

Editorial

Marchais-Séguy

Au banc des accusés

Les dirigeants du PCF et de la CGT pensaient peut-être s'en tirer à bon compte après l'échec du 19 mars. Ces habitués des pirouettes sont harcelés par leurs militants qui ne se contenteront pas de phrases creuses qui détournent du débat de fond.

Marchais, ce spécialiste de la méthode Coué, est obligé de reconnaître qu'il y a du gaz dans l'air et les dirigeants du PCF tout en minimisant les faits et leur portée, sont bien embarrassés pour donner des explications. Car si nombre de militants contestent, ils ne sont en fait pas les seuls, c'est la masse des électeurs du PCF qui est désorientée. Les ronds de jambe de Marchais et Séguy à l'Élysée ne sont pas fait pour les rassurer, au contraire.

Bien entendu l'« Humanité » joue son rôle habituel de soporifique et essaye de redorer le blason « révolutionnaire » (bigre !) plutôt pâlot de ce qu'est devenu un parti bourgeois, autrefois communiste. Ainsi dans l'« Humanité » du 31 mars (page 4), Laurent Salini intitule son article « D'abord la lutte » et parle de « parti révolutionnaire ». Mais on cherchera en vain tout appel à la mobilisation des masses ouvrières et populaires pour abattre le système capitaliste. Il s'agit uniquement de récupérer le fort courant de mécontentement qui se manifeste à son égard : « Que la déception passagère devienne volonté de lutte, une volonté plus massive, plus lucide et plus ferme. » Pour quoi faire ? Pour adhérer au PCF bien sûr... ou ne pas le quitter selon le cas ! Et pour suivre la ligne du 22e congrès, cette ligne de capitulation devant la bourgeoisie qui, inévitablement va d'échec en échec. Pâle objectif, s'il en est.

Les dirigeants révisionnistes ont fait une longue campagne sur la démocratie, or c'est précisément sur l'absence de toute démocratie dans le parti qu'ils sont critiqués ! Le bureaucratisme bourgeois a depuis longtemps remplacé le centralisme démocratique.

Quant à Séguy, et autre Krasucki, après avoir imposé dans la CGT l'appel à voter PCF, ils se retrouvent également au banc des accusés. Edmond Maire, qui, au nom de la CFDT, n'a cessé de faire de la propagande pour le PS, s'en prend maintenant aux manœuvres de division du PCF. Cette polémique entre syndicalistes bourgeois est dans une certaine mesure le prolongement inévitable de la polémique PC-PS.

Séguy, bien dans son rôle de porte-serviette de la bourgeoisie, parle de « revitaliser les négociations » (tout un programme !) et reprend les mêmes thèmes que le PCF pour expliquer l'échec. Au Comité confédéral national (CCN), la plus haute instance de la CGT entre deux congrès, qui s'est réuni jeudi et vendredi derniers, il a déclaré : « Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous, pour sauvegarder l'union de la gauche, son programme, et pour remporter la victoire. » Et aujourd'hui, alors que cette mystification a volé en éclat, que propose-t-il ? Rien d'autre que les sempiternelles négociations.

Les travailleurs qui veulent de véritables changements, qui veulent en finir avec le système capitaliste n'ont rien à attendre de ces politiciens, sinon ils iront de déceptions en déceptions et finiront par être complètement écaillés. Ils ont raison de contester une stratégie d'échec, qu'ils mènent à fond la critique. Cela les amènera tôt ou tard à rejeter complètement les partis bourgeois de « gauche » et à s'organiser pour la lutte classe contre classe dans un authentique parti communiste. Le parti marxiste léniniste s'édifiera avec eux et plus il se renforcera plus il sera à même d'entraîner les masses dans la lutte classe contre classe et préparer l'ultime affrontement à venir : la révolution prolétarienne qui seule mettra fin à l'exploitation capitaliste.

1ère séance de la nouvelle Assemblée

C'EST LE COQ CHABAN QUI EST MONTE SUR LE PERCHOIR



Visiblement, Chirac n'a pas digéré la victoire de Chaban.

L'élection du Président de l'Assemblée nationale aura donc constitué une exhibition ouverte de la politcaillerie, des coups bas, des basses manœuvres qui caractérisent les mœurs de la politique bourgeoise. Mais surtout elle confirme le recul de l'influence, à la Chambre même, du gaullisme et de ses orientations.

Tout d'abord, le fabricant d'avions, Marcel Dassault a littéralement plané dans son discours inaugural dans l'utopie réactionnaire en proposant de résoudre le chômage par l'organisation d'une... exposition universelle. Il a également proposé avec la plus belle démagogie dont il est capable,

et ce n'est pas rien, un impôt sur la fortune qui aurait la particularité, non pas de pénaliser les riches (alors quand même) mais de permettre aux capitalistes français qui « ne disposent pas des moyens nécessaires pour s'équiper en biens industriels et construire de nouvelles usines » de financer cet équipement. Subtil ! Mais ce sont là des brouilleries.

Le fait important de cette première séance de la nouvelle Assemblée nationale a été l'élection du président de cette assemblée. Comme on le sait, elle a donné lieu à une série de manœuvres aussi compliquées que basses.

Suite page 8

Promoteur escroc dans l'Orne Deux mille personnes menacées de chômage

A Alençon un promoteur a pris le large après avoir laissé un trou qui s'élèverait entre cinq et huit millions de francs. Le promoteur-escroc en question, a sans doute fui avec l'argent laissant ses dix-sept comptes en banque totalement vides. Deux mille personnes sont menacées d'être jetées au chômage et des centaines d'autres ne verront plus jamais leurs économies.

De 150 à 200 familles modestes ont en effet fait des avances sur travaux pour faire construire une maison, à l'escroc aujourd'hui en fuite.

Quelquefois la somme versée s'élève à plusieurs millions de centimes par famille. Une publicité mensongère et crapuleuse et des agents malhonnêtes faisant miroiter des avantages imaginaires avaient conduits ces personnes à faire confiance à l'escroc. Deux cents soixante et onze artisans qui travaillaient en sous-traitance pour Mureau risquent de se retrouver rapidement ruinés par le non-paiement des travaux qu'ils ont effectués. Les deux mille ouvriers qu'ils emploient eux-mêmes risquent de se retrouver au chômage.

- **DANS LE PCF
CONTESTATION TOUS
AZIMUTS**
- **LA POLEMIQUE
CGT-CFDT**

Voir nos articles page 3 et 4

Le voyage de Carter au Nigéria

Les étudiants répondent

Au cours de sa visite dans des différents pays d'Amérique latine et d'Afrique, Carter se présente comme un défenseur des droits de l'homme.

Sous cette casquette, il faut voir que Carter n'est qu'un défenseur des intérêts des capitalistes américains.

Dernière visite en date : le Nigéria. A cette occasion, le syndicat des étudiants nigériens a exprimé son indignation face à « l'amélioration soudaine et choquante » des relations américano-nigériennes.

Un communiqué du syndicat demande que Washington prouve qu'un « changement positif et réel » a marqué la politique étrangère américaine.

Les USA doivent concrétiser « la campagne en faveur des droits de l'homme », arrêter leurs livraisons d'armes à Israël, soutenir la création d'un État palestinien et favoriser l'indépendance et la fin de l'apartheid en Rhodésie, Afrique du Sud et Namibie ».

Remise en cause de son masque de défenseur des droits de l'homme mais aussi mise en évidence de son opposition au tiers monde pour défendre ses intérêts : « L'opposition américaine à la hausse des prix du pétrole brut a presque entraîné la faillite du Nigéria ».

• Bulgarie

Des dissidents bulgares ont publié un document en six points protestant contre la violation des droits de l'homme. Il est signé du sigle « ABD », et daté du 2 mars.

Intitulé « Déclaration 78 », cet appel préconise notamment « le respect des droits de l'homme » ainsi que l'abolition de la censure en Bulgarie.

« ABD » se prononce pour « l'amélioration de la Sécurité sociale, et du niveau de vie » et pour « la constitution de syndicats libres ».

Brejnev en Sibirie

Une visite agressive

Brejnev visite à l'heure actuelle la Sibirie, une nouvelle qui en apparence n'a rien d'extraordinaire mais qui fait couler beaucoup d'encre dans le contexte actuel. En effet, Brejnev visite des villes proches de la frontière chinoise, s'adresse aux soldats massés le long de la frontière en leur recommandant de « se tenir prêts et d'être vigilants ». Dans le même temps, les attaques contre la Chine ne cessent de couvrir les journaux officiels soviétiques, la Chine est accusée de refuser de résoudre les problèmes qui existent entre les deux pays, mais qu'en est-il ?

Le 24 février, le présidium du Soviet suprême de l'URSS remettait un message à l'Assemblée populaire nationale de Chine, message qui proposait de publier « une déclaration commune sur les principes à respecter dans leurs rapports mutuels » par l'Union soviétique et la Chine, et d'organiser à cette effet « une rencontre des représentants des deux côtés ».

A cette proposition, le gouvernement chinois répondait par la négative le 9 mars. Les deux messages ont été publiés in extenso dans les quotidiens chinois afin que chacun puisse juger.

La réponse faite par le gouvernement chinois explique d'abord que c'est la Chine qui est la victime et non l'inverse, que s'il existe, et c'est indéniable, des divergences de principes entre les deux pays, cela ne doit pas empêcher les deux pays de maintenir sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique des relations étatiques normales.

Elle rappelle l'entente parvenue entre les deux pays en 1969, entente qui n'a abouti à rien, l'URSS refusant de la mettre en application.

Elle poursuit : « Dans le même temps, l'Union soviétique a augmenté continuellement ses effectifs stationnés dans les régions frontalières sino-soviétiques et en République populaire de Mongolie, et elle n'a pas changé un iota de sa politique hostile à la Chine ».

« Il est évident, dans ce contexte, que le présidium du Soviet Suprême de l'URSS en proposant dans sa lettre que les deux pays fassent une déclaration sur les principes relatifs aux rapports réciproques, déclaration vide de sens et qui ne peut résoudre aucun problème pratique, ne vise pas à améliorer les relations sino-soviétiques, mais poursuit d'autres desseins ».

« Si la partie soviétique désire vraiment améliorer les relations d'Etat entre les deux pays, elle devrait le montrer par des actes concrets propres à résoudre des problèmes pratiques. A cet effet, il lui faudrait d'abord conclure avec nous, conformément à l'entente réalisée en 1969 entre les chefs de gouvernement des deux pays, un accord sur le maintien du statu quo à la fron-

tière, sur la prévention du conflit armé et la rupture du contact entre les forces armées des deux parties dans

les régions frontalières contestées ; puis entamer des négociations pour le règlement du problème frontalier ».

Elle devrait aussi retirer ses forces armées de la République populaire de Mongolie et des régions frontalières sino-soviétiques, rétablissant ainsi la situation qui était celle du début des années 60. Du moment que vous refusez même des mesures élémentaires, telles que maintien du statu quo, à la frontière, prévention du

conflit armé et rupture du contact entre les forces armées des deux parties dans les régions frontalières contestées, y aurait-il quelque sens pratique à faire une soi-disant déclaration sur les principes relatifs aux rapports réciproques, déclaration sans valeur aucune, si ce n'est pour tromper les peuples chinois et soviétique et les autres peuples du monde ?

« Dans les circonstances où vous avez massé un mil-

lion de soldats dans les régions frontalières sino-soviétiques, pensez-vous que vous puissiez faire croire au peuple chinois que vous seriez réellement animés d'une quelconque bonne volonté d'améliorer les relations réciproques des deux pays ?

Quoi de plus raisonnable que de vous demander de retirer vos forces armées des régions frontalières sino-soviétiques pour rétablir la situation qui était celle du début des années 60 ? »

• Corne de l'Afrique

Une nouvelle guerre se prépare !

Depuis maintenant deux semaines, le conflit dans la corne de l'Afrique ne semblait plus à l'ordre du jour. La grande offensive soviéto-cubaine semblait s'être stoppée après avoir atteint une partie de ses objectifs à savoir la reprise en main de l'Ogaden. Le 14 mars, la Somalie retirait les quelques troupes qu'elle maintenait en Ogaden, tout semblait terminé mais ces derniers jours ont montré que les Russes et Cubains ne voulaient pas s'en tenir à ces victoires.

Vendredi soir, l'agence somalienne Sonna annonce que dans la matinée du vendredi, l'aviation éthiopienne a bombardé un

ter contre les mouvements de libération de l'Erythrée ».

Le même vendredi, le FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée) a affirmé lors d'une conférence de presse, qu'il devait faire face à une intensification des attaques contre la zone libérée et qu'il prévoyait une offensive de grande échelle « en préparation depuis longtemps ».

Le FPLE a réaffirmé sa détermination de poursui-

sonnes ont déjà dû quitter l'Erythrée et partir à l'étranger notamment au Soudan.

Cette nouvelle attaque soviéto-cubaine était prévisible et rien n'a été fait contre.

Il était évident que la situation réclamée par les USA et les pays occidentaux à savoir le cessez-le-feu en Ogaden, le départ des troupes somaliennes sans le départ des troupes soviéto-cubaines allait évoluer de cette manière.



Réunion de combattants érythréens.

village au nord de la Somalie. L'attaque a eu lieu à 11 h sur la localité de Kala-Beyd, située à quelques kilomètres de la frontière somalo-éthiopienne.

Le raid a été effectué par deux appareils de type soviétique « Mig 21 » qui ont attaqué le village à deux fois. C'est la première fois depuis la « fin » du conflit que ce genre d'attaque a lieu.

Dans le même temps, on apprenait par diverses

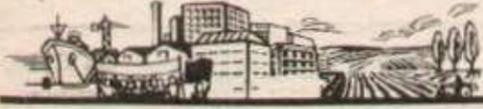
sources que le nombre des Cubains a augmenté récemment en Ethiopie. Un haut fonctionnaire américain a révélé que la présence cubaine ne cesse de se renforcer. Seize à dix-huit mille militaires cubains sont maintenant stationnés en Ethiopie, a-t-il précisé. Par ailleurs, il souligne que des unités cubaines sont désormais employées sur le front érythréen. Il a ajouté : « certaines informations permettent de déduire que ces troupes cubaines en Ethiopie pourraient être massivement utilisées pour lut-

ter la « lutte de libération » en dépit de la guerre d'agression et du génocide mené par le régime éthiopien avec l'aide américaine, soviétique, israélienne, et cubaine ». Le FPLE évalue à 3 500 les Cubains actuellement présents en Erythrée-méme et à 500 les Soviétiques.

Un appel a été lancé à toutes les organisations humanitaires internationales afin de fournir une aide aux réfugiés : 500 000 per-

L'Ogaden réprimé, ils ont maintenant les mains libres pour attaquer le gros morceau : l'Erythrée. S'ils ont prévu de longue date leur agression, le peuple érythréen s'y est préparé.

C'est maintenant contre lui que va se battre l'URSS qui va tenter de le dominer. Quelle excuse trouvera cette fois-ci le social-impérialisme pour combattre un peuple luttant pour sa liberté contre le régime antipopulaire en Ethiopie ?



Dans le PCF

Contestation tous azimuts

Pourquoi toujours vouloir nier des évidences ? Telle pourrait être une des questions à poser sans cesse aux dirigeants du PCF. Il est évident pour tout le monde que nombre de militants de base du PCF, et même des cadres intermédiaires de ce parti, ne sont pas du tout satisfaits par les

Marchais parle d'« une discussion tout à fait normale et dont la direction du parti communiste se félicite ». De la même manière, Leroy, dans l'éditorial de l'« Humanité » du 1er avril, essaye de nier que le PCF est en difficulté.

D'après lui, ceux qui disent cela sont des anticommunistes ! Sont-ils des « anticommunistes » ces milliers de militants qui renâclent à avaler la soupe indigeste cuisinée par la clique Marchais ? Cette clique bourgeoise qui répète comme un perroquet insatiable « le PS a viré à droite » ne peut que se discréditer un peu plus en agissant ainsi. Alors elle cherche des variantes. Leroy dit dans son éditorial que la discussion « confirme la validité et l'adaptation à la situation actuelle des conclusions du 22e congrès du PCF » !

LOIN D'ÊTRE SATISFAITS

A en croire les faits, bien des adhérents du PCF sont loin d'être satisfaits par ces conclusions.

La Fédération de Paris du PCF (dont le secrétaire est Fizbin qui s'est ramassé une gamelle dans le 19e où il était député-sortant), dans sa feuille « Paris-Hebdo », prend le relais.

« Au lendemain des élections, écrit « Paris-Hebdo », la direction nationale du PCF a invité tous les adhérents à la réflexion politique pour tirer tous les enseignements d'une difficile bataille de plusieurs mois. Ce débat a déjà été engagé à une très large échelle ».

Les adhérents n'ont nullement attendu le feu vert des bonzes, ils ruent dans les brancards. Le rapport de Fiterman, faisant le premier bilan du PCF sur les législatives, a été repoussé par plusieurs cellules à Paris.

Quelques exemples de contestations (relevés sur Paris). Un travailleur de l'AFP : « Comme les gauchistes (les trotskistes de la Ligue, de Lutte ouvrière et de l'OCT - NDLR) qui nous déglignent et puis après appellent à vo-

ter pour nous, on a dégligné les socialistes et puis après on signe un accord avec eux qui ne résoud rien ».

« Je ne peux pas être d'accord quand on dit que le PC n'a pas de responsabilité » dit un adhérent du 3e arrondissement.

Une employée : « On est les champions de l'autosatisfaction. Les 630 000 communistes n'ont pas été mobilisés dans la campagne parce qu'elle n'était pas mobilisatrice, alors qu'en mars 1977, il y avait un élan ! On prône une politique d'union du peuple de France ouverte aux femmes et elles ne s'y retrouvent pas, c'est qu'on n'a pas fait notre travail ».

« Oui, finissons-en avec le langage de l'autosatisfaction » dit un autre adhérent.

UN MOUVEMENT DE GRANDE AMPLEUR

Pas de malaise, prétend Marchais. C'est comme Bigeard à propos de l'armée. Qu'il retire donc la poutre qu'il a dans l'œil et explique pourquoi un comité d'arrondissement, unanime, a refusé de distribuer le tract reproduisant le communiqué publié dans l'« Humanité » du 21 mars.

Certains journaux ont publié des lettres de militants et même de groupes de militants intellectuels, sa seule réponse est le mépris envers les militants de son parti : « D'après les noms des signataires, on constate que ce sont les mêmes qui se sont opposés au 22e congrès ». Or, jamais depuis 1956 (lors de la « révélation » du rapport « secret » du traître révisionniste Krouchtchev au 20e congrès du PCUS), le mouvement de contestation et non de « discussion », car elle est étouffée, au sein du PCF n'avait pris une telle ampleur.

Il fait semblant de s'en satisfaire et essaye de l'utiliser pour se donner une image « démocratique », pour faire croire qu'il y a un débat organisé dans le parti, alors qu'il lui est imposé et que beaucoup critiquent précisément le manque de débat interne. Les dirigeants font semblant d'écouter,

semblants d'explication donnés par leurs dirigeants nationaux sur l'échec de la « gauche » aux dernières législatives. La contestation est tout azimut, dans la mesure où à celle d'intellectuels, il faut ajouter celle des fédérations ouvrières comme celle de Meurthe-et-Moselle.

leurs militants, mais en aucun cas, ils n'en tiennent compte sur le fond pour la bonne raison que ce sont eux qui leur ont imposé la ligne révisionniste, bourgeoise qui sévit depuis plus de vingt ans.

Il faut aussi prendre en compte leur capacité à récupérer les aspirations de la base pour les détourner vers une impasse. C'est ce qu'ils essayent de faire actuellement. Mais cette fois, ils risquent d'y perdre quelques plumes car certains se rendent compte — même si cela leur coûte beaucoup — que l'issue est ailleurs.

LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

Un des points de contestation, qui apparaît dans certaines lettres publiées dans les journaux, serait la question du centralisme démocratique. Pour certains c'est le point de vue typiquement social-démocrate qui s'exprime : ils demandent de supprimer le centralisme démocratique. D'après Jean Burles, dans un

entretien avec Maurice Goldring et Yvonne Quilès dans « France-Nouvelle » de décembre 1977, « le centralisme démocratique ne peut être en 1978 ce qu'il était, par exemple, en 1925 ». Or le centralisme démocratique est indispensable dans un parti authentiquement communiste, sinon, il dégénère inévitablement. Seule son application concrète peut varier en fonction de la situation concrète (il ne peut être le même si le parti est légal ou clandestin).

C'est la nature bureaucratique et l'idéologie bourgeoise, dominante dans le PCF depuis 1956, qui font que l'harmonie entre le centralisme et la démocratie n'existe plus dans les faits ; même si elle n'est toujours pas reniée sur le papier officiellement (ça a été la même chose pour la dictature du prolétariat). Tout est imposé par une poignée de dirigeants corrompus. C'est ce qui peut faire dire à des militants sincères qu'il faut éliminer le centralisme démocratique. On ne peut éliminer ce qui n'existe plus depuis longtemps !



Les dirigeants du PCF
contre les travailleurs

QUAND ILS SONT
AU POUVOIR

Recueil de documents et témoignages
publié par l'Humanité Rouge

La brochure sur les faits et méfaits du PCF : « Quand ils sont au pouvoir » est toujours disponible. Prix 5 F.

Commandez-là et libellez vos chèques à l'ordre de
APN-Éditions BP 279
75 886 Paris, Cedex 18.

Union de la gauche :
l'impasse Pourquoi ? (4)

Mai 1968, vue parlementaire contre «subversion»

« Le parti communiste devait, comme il l'a fait, contribuer à assurer le succès des revendications des travailleurs et maintenir sa stratégie visant à remplacer le pouvoir gaulliste par un gouvernement d'union démocratique issu non de la subversion mais de la volonté populaire clairement et démocratiquement exprimée. »

Ce commentaire est de René Andrieu, à propos du mouvement révolutionnaire de mai 1968. L'objectif du PCF pendant tout ce mouvement, pendant les révoltes étudiantes comme pendant la grève générale, sera de briser ou de couler chaque manifestation, chaque grève pour une raison simple : ce que font alors les travailleurs, c'est le contraire de la stratégie du PCF, la ruine de la stratégie de voie parlementaire et d'Union de la gauche.

Comment s'y prendra le PCF pour sauver sa stratégie face au danger de subversion. Prenons quelques exemples.

Le 3 mai : Marchais dans l'« Humanité » attaque les « gauchistes » alors que la police massacre les étudiants révolutionnaires à la Sorbonne.

Le même jour : la fédération de Paris du PCF reprend le même discours que le gouvernement gaulliste : les étudiants bloquent le bon fonctionnement des facultés.

Le 4 mai : les étudiants sont les « alliés » du pouvoir, réaffirme l'« Humanité ».

Le 13 mai, les dirigeants du PCF et du PS se trouvent dans la grande manifestation qui répond à la nuit des barricades. Ils sont sifflés. Leur service d'ordre est débordé à la fin de la manifestation.

La journée du 13 mai marque l'entrée de la classe ouvrière et des travailleurs dans le mouvement, aux côtés des étudiants. Le terrain principal du combat devient les usines : spontanément les grèves éclatent. Que fera la CGT ?

Non seulement la confédération n'organise pas le mouvement, mais encore le freine, le fragmente. Les revendications avancées par la confédération sont 1 000 pas en arrière de celles avancées de la base dans les usines en grève.

Interrogé à Europe 1 sur les formes de lutte nées à la base (occupations, séquestrations, AG, piquets de grève, etc.), Ségué déclare le 18 mai : « Nous sommes en train de prendre des mesures pour que de telles choses ne se produisent plus ». Cette déclaration est reprise le lendemain par l'« Humanité ».

Le but de la confédération est de freiner le mouvement en douceur (parfois sans douceur) tandis que Wakdeck Rochet donne publiquement ce que les dirigeants du PCF veulent comme seule solution : « la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique »... qui ne pourra sortir que des urnes.

Pour enterrer le mouvement, il faut négocier à tout prix. La CGT organise Grenelle avec l'accord de Pompidou. Car c'est bien la confédération CGT qui a dominé les négociations de Grenelle. Le 27 mai, après une discussion de couloir entre Ségué et Chirac (en privé) les accords sont signés.

Le 27, ils sont refusés par les ouvriers en grève : « Ne signez pas ! ». Grenelle non seulement n'apporte rien de valable quant aux revendications, mais encore chez les ouvriers en lutte la question qui se pose le plus est celle du pouvoir lui-même.

A gauche, c'est la panique chez les grands leaders. De Gaulle en profite. Déjà le 24 mai, il avait parlé d'élections. Le 30, il dissout le Parlement. Des élections législatives ? La SFIO comme le PCF s'y précipitent.

Prochain article : Juin 68
LE PRIX FORT

Demande de contact

— Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

— Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'« Humanité rouge » peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession



Les maitres auxiliaires parias de l'enseignement

C'est la période où les maitres-auxiliaires remplissent leur fiches de vœux pour leur nomination éventuelle à la rentrée prochaine. Les services du rectorat de l'académie de Lille ont publié une note précisant les différentes modalités.

Ainsi, pour que les maitres-auxiliaires puissent percevoir une allocation de perte d'emploi « il sera exigé qu'ils aient (préalablement) demandé toute nature de poste (emplois d'enseignement) où tout type d'établissement (emploi de surveillance ou d'éducation) dans trois districts situés hors de la communauté urbaine de Lille... »

Un peu plus loin, le recteur n'hésite pas à rappeler « aux candidats à un poste de maitre-auxiliaire que les disciplines dans lesquelles ils sollicitent un poste doivent correspondre à leur qualification et à leurs compétences réelles, et qu'ils doivent éviter de demander une discipline dans laquelle ils peuvent rencontrer des difficultés pédagogiques même si leurs diplômes leur permettent d'y prétendre.

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Si les maitres-auxiliaires n'acceptent pas n'importe quel poste, ils se retrouvent au chômage sans allocation, ou s'ils acceptent, ils risquent d'enseigner une toute autre matière que celle pour laquelle ils ont reçu leur formation. Et alors, s'ils ont des difficultés, c'est bien de leur faute, ils n'avaient qu'à solliciter tout type d'emploi ! Bien commode pour se dégager de toute responsabilité, quand la dépression nerveuse arrive (jusqu'au suicide parfois) ou l'accident de travail, comme ce maitre-auxiliaire, licencié en lettres modernes, et nommé dans une section de menuiserie, dont les deux mains ont été prises dans une raboteuse.

UNE SITUATION QUI EMPIRE

Les conditions de travail des maitres-auxiliaires ne

cessent d'empirer. La situation l'an prochain ne s'annonce pas plus brillante, avec le peu d'emplois créés dans l'Éducation nationale, la suppression des postes, encore accrue et la réforme Haby qui se met en place dans les classes de 5e.

Quant à la situation des auxiliaires (suppléants éventuels) dans le 1er degré, elle est encore plus précaire, si cela est possible.

Un décret de recrutement des instituteurs prévoit la fermeture de la liste des instituteurs remplaçants dont le statut permet la titularisation. Ce qui veut dire que plus un seul suppléant éventuel (qui n'ont aucune garantie d'emploi, et aucune perspective de devenir titulaire) ne pourra devenir instituteur-remplaçant et donc avoir une quelconque chance d'être titularisé.

QUE PROPOSENT LES DIRECTIONS SYNDICALES POUR LUTTER CONTRE L'AUXILIARIAT ?

Eh bien, la FEN ne parle plus de « titularisation » des auxiliaires, mais de garantie de l'emploi, quant au SNI (syndicat national des instituteurs) l'avez-vous déjà entendu parler des suppléants éventuels ?

Le SGEN-CFDT lutte pour la défense de l'emploi et la titularisation immédiate des maitres-auxiliaires, la fin de l'auxiliariat (arrêt du recrutement des maitres-auxiliaires, suppléants éventuels).

Mais concrètement, aucune action d'envergure et d'ensemble n'a été lancée au niveau national cette année.

Les maitres-auxiliaires ne peuvent compter que sur leur lutte pour obtenir la titularisation. Il faut mener un combat incessant dans nos sections syndicales et autres structures du syndicat pour faire de cette lutte un axe prioritaire.

Une camarade maitre-auxiliaire

En contrepoint de la rupture PC-PS

La polémique CGT-CFDT

Trois jours après les élections, Maire déclare à l'occasion d'une conférence de presse de la CFDT, que la CGT n'était que le « porte-parole du PCF » et que sa stratégie « conduisait à l'échec » et autres amabilités du même genre.

Séguy, piqué au vif, prenait sa plume pour riposter à l'agression de Maire : « Une telle attitude apparaît comme une tentative de distendre nos liens unitaires en reprenant à l'égard de notre organisation les arguments injurieux de nos adversaires communs ».

La lettre se poursuivait en mettant en cause l'orientation réformiste du Bureau national de la CFDT. Lundi

3, Maire répond à la réponse de Séguy. Il prend lui aussi sa plume pour dire qu'il maintenait l'intégralité de ses critiques à la CGT.

Quant au réformisme, Maire réplique : « Permet-moi de te dire qu'après avoir, hélas si largement contribué à la division de la gauche et au recul de l'espérance ouvrière, la CGT ne nous semble pas particulièrement bien placée pour donner des leçons de syndicalisme de classe, c'est le moins qu'on puisse dire ».

Pour le reste, les dirigeants CFDT précisent qu'ils ne veulent pas entendre parler de nouvelle journée d'action interprofessionnelle du type 7 octo-

bre, 24 mai ou 1er décembre (1). De même, ils refusent d'établir le « constat de convergence » réclamé par la CGT, estimant qu'il existe des divergences de fond entre les programmes des deux confédérations et que « les masquer derrière des compromis de vocabulaire, serait source de confusion ». (Il ne faut pas confondre, Maire soutient le PS, pas le PC !).

La seule unité d'action envisagée par Maire se situe dans le cadre des « négociations-spécifiques qui pourraient s'ouvrir au plan national ».

Bref, rien ne va plus entre nos deux compères. Entre autres raisons, les dirigeants CFDT ont fait le bilan : cela ne leur a rien apporté de se traîner comme des toutous derrière Séguy pendant des années. Ils entendent renforcer leur position, et pourquoi ne pas profiter des difficultés qui secouent la CGT aujourd'hui ?

Il reste que cette polémique, pas plus que celle engagée il y a 6 mois, entre PCF et PS n'ont en aucune façon l'intérêt des travailleurs comme objet. Au fond Séguy et Maire ont tous les deux raison : la direction CGT n'est effectivement rien d'autre qu'un « porte-voix du PCF » et Maire est bel et bien un fiéffé réformiste ! L'unité des travailleurs syndiqués et non-syndiqués, l'unité entre sections d'entreprises des deux confédérations est, quant à elle, tout à fait nécessaire pour faire face tant aux nouveaux plans d'austérité et de chômage du gouvernement, qu'aux tentatives conjointes de Maire et de Séguy pour entraîner le mouvement syndical dans une collaboration active avec ce même gouvernement.

(1) Ces journées d'action, les travailleurs et la majorité des syndicalistes n'en veulent plus tant elles ont fait la preuve de leur inefficacité.

On continue de mourir dans les poudreries

Lundi matin, à la fonderie de Pont-de-Buis (Finistère), un ouvrier qui manipulait de la poudre, a été brûlé au visage et aux mains. Dix jours plus tôt, dans la même poudrerie, trois ouvriers manipulaient de l'acétone dans un séchoir où était entreposé un nouveau type de poudre de chasse il y eut une explosion puis un incendie, bilan : les trois ouvriers sont gravement brûlés. L'un d'entre eux est mort depuis, un autre est toujours dans le coma.

En août 1975, il y avait déjà eu quatre morts à la poudrerie de Pont-de-Buis. Ainsi, on peut tuer et mutiler les ouvriers avec préméditation et répétition sans être autrement inquiété. Il ya dix jours, se terminait aussi le procès des patrons de la poudrerie de Clérieux (filiale de Gévelot) responsable de la mort de six ouvriers.

Alors que les rapports d'experts avaient établi la responsabilité criminelle des patrons, le procureur se contenta de requérir trois mois de prison et 3 000 F d'amende. Encouragement au crime...

La navale malade de la crise

La situation de la navale devient dramatique ; c'est ce que disent les patrons de six grands chantiers navals français. Selon eux, c'est tout simplement la survie des industries de construction navale qui est en jeu. Une industrie qui emploie environ 100 000 salariés. La situation du marché mondial n'a cessé de s'aggraver au cours des derniers mois et les prix ont accusé une baisse de 10 % à 20 %.

Pour la navale française, les commandes seraient rares, aussi les patrons menacent-ils de licencier. En attendant, ils réclament un financement accru de la part de l'État en faisant valoir que dans d'autres pays européens (l'Angleterre notamment), les aides de l'État sont le double de ce qu'elles sont en France.

Ils réclament 1,2 milliard de francs pour assurer une « activité minimum jusqu'à la fin de 1980 ».

Discours pessimistes qui détonent avec les déclarations officielles qui continuent de promettre une réduction du chômage.

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE

LA
QUESTION
DE

L'ENERGIE NUCLEAIRE



PRIX 5F

Passez vos commandes et libellez vos chèques à :
APN - Éditions
BP 279 - 75 886 Paris
Cedex 18

Abonnez-vous à
l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs



• URSS

Les statuts du «Syndicat libre»

Peu à peu, des nouvelles nous parviennent sur le développement de l'opposition de la classe ouvrière dans les pays de l'Est à la dictature social-fasciste (socialiste en paroles, fasciste dans les actes).

Le 1er février 1978, les statuts d'un «Syndicat libre» étaient publiés à Moscou. Ce «syndicat libre» n'a rien à voir avec le syndicalisme libre, style US, anticommuniste et pro-impérialiste.

Il s'agit là de lutter contre les tenants du pouvoir politique qui interdisent l'expression des ouvriers et des masses populaires.

Les portes-paroles du «syndicat libre» ont été arrêtés et internés dans divers hôpitaux psychiatriques ce qui témoigne de la haine des dirigeants russes à l'égard de tout ce qui bouge.

Vladimir Klebanov, Valentin Poplavsky, Varvara Kucherenko et d'autres sont en prison. Ce sont des ou-



Vladimir Klebanov (à gauche) avec deux de ses camarades lors d'une conférence de presse à Moscou.

vriers. Le fait qu'il n'aient pas eu peur de se mettre en avant est aussi une preuve que le pouvoir des tyrans à la Brejnev est plus faible qu'il ne veut bien le dire.

Les statuts que nous publions intégralement sont très intéressants et témoignent d'une profonde volonté politique antifasciste et progressiste.

Ils témoignent aussi du désir de ses rédacteurs de ne pas tomber dans le piège de l'anticommunisme que Brejnev leur tend.

Congrès de la FSM à Prague

La Tchécoslovaquie occupée

Prague, 16 avril 1978, le neuvième congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM) s'ouvre. A quelques dizaines de mètres, au plus à quelques centaines de mètres du lieu où se tient le congrès, des chars russes, des soldats russes, des prisons où croupissent des Tchèques.

Les grands leaders du groupe «Charte 77» ont tous perdu leur emploi ainsi que presque tous les signataires. Séguy ou un autre, s'en moque, il va parler, parler, parler... La «puissante» CGT parlera à côté des prisons et des commissariats tchèques gérés par des Russes, comme d'autres iront jouer à Buenos Aires à 800 mètres d'un centre de torture.

La Tchécoslovaquie occupée, piétinée, bafouée par le social-impérialisme russe. Les grands de la CGT n'en parleront pas. «Paix», «détente», «ouverture», seront les maîtres-mots des discours. «Papiers», «Où allez-vous», «Interdit» sont les maîtres mots des soldats russes.

Restaurants agréables, concerts pour les délégués au 9^e congrès de la FSM, vie chère, misère, peur du lendemain, chômage, exil, arrestation pour les Tchèques.

* Discours à la tête, photos dans les journaux officiels, réceptions pour Gensous, le secrétaire général de la FSM, un coin de cimetière pour Jan Palach qui s'est suicidé en août 1968.

Boycott du congrès de la FSM, voilà ce que la classe ouvrière de notre pays est en droit d'exiger, voilà ce que plus de deux millions de syndiqués de la CGT doivent exiger le plus rapidement possible.

Télégrammes, motions de protestations, tracts, affiches, bombages, doivent fleurir sur les murs des villes et des campagnes.

Boycott du congrès de la FSM, pas un seul délégué de la CGT à Prague, utopie disent certains. reut-être mais nécessité absolue pour ceux et celles qui veulent un syndicalisme réellement au service de la classe ouvrière.

Prague, août 68, un vieux travailleur tchèque en habit de déporté face à un char russe, le même char russe ou un autre écrasant un autobus tchèque, attaquant les piliers d'un édifice public de ses 30, 40, 50, ou 60 tonnes d'acier jusqu'à ce qu'il s'écroule. Images révoltantes, images écœurantes, résultat de la dégénérescence totale des dirigeants russes.

Prague 38, Prague 68, après Hitler, Brejnev, et après, «l'intervention pour secourir les populations allemandes des Sudètes», «l'intervention pour sauver le socialisme à l'appel du gouvernement tchèque», ignobles paroles, ignobles justifications.

Tout faire dans nos syndicats, faire part de vos initiatives, rapidement au journal pour traduire ce mouvement de révolte, pour traduire la désapprobation à l'égard de la participation de la CGT au congrès de la FSM.

d) Les versements d'aide matérielle en provenance des organisations syndicales étrangères.

Partie 4

Sur les droits de l'Association du syndicat libre en tant que personne juridique

11- L'Association du syndicat libre de travailleurs en Union soviétique possède la personnalité juridique. Dès que l'Association des syndicats libres des travailleurs en Union soviétique sera reconnue par l'Organisation internationale du travail ou les organisations syndicales étrangères, et recevra une aide morale et matérielle, il sera procédé à un réexamen des Statuts en tenant compte de la situation particulière des travailleurs dans notre pays, mais pas avant que l'Association n'ait eu un an d'existence.

Moscou, le 1er février 1978

La liste des 110 candidats à ce syndicat libre indique le métier de chacun : 45 «ouvriers», 25 «employés», 6 mineurs, 10 ingénieurs, 1 avocat, 4 retraités, 4 ouvriers dans des fermes collectives, 1 invalide de guerre, 5 enseignants, 4 médecins ou infirmiers, 2 ménagères, 1 infirme du travail ; deux ne sont pas précisés. Cinquante-deux des candidats sont des femmes. Ces 110 personnes vivent dans toutes les régions de l'URSS.

Partie 1

Membres de l'Association du syndicat libre de travailleurs en Union soviétique

1- Tout ouvrier ou employé dont les droits et les intérêts sont lésés par les organes administratifs ou judiciaires, par ceux des soviets et du parti, peut devenir membre de l'Association du syndicat libre de travailleurs.

2- Les membres de l'Association du syndicat libre ont le droit :

- a) De discuter de toute l'activité de l'Association de faire des propositions, d'exprimer et de défendre publiquement leurs opinions, jusqu'à ce que l'Association du syndicat libre adopte sa décision ;
- b) De prendre part personnellement aux séances où il sera question de leur propre activité ou conduite il sera question de leur propre activité ou conduite ;
- c) De mener une lutte infatigable pour la paix et l'amitié entre les peuples ;
- d) De parfaire leur conscience politique ;
- e) D'observer les statuts de l'Association du syndicat libre ;
- f) De remplir les objectifs sociaux de l'association.

3- Les membres de l'association ont droit aux avantages suivants :

- a) L'aide juridique ;
- b) L'aide morale et matérielle, dans les limites des possibilités ;
- c) L'aide dans la recherche de logement ; si l'occasion se présente, ils apportent une aide similaire à leurs camarades.

4- Les membres s'affilient à l'association du syndicat libre sur leur demande personnelle, avec délai de réflexion préalable d'une semaine, compte tenu des conséquences possibles de cette affiliation.

5- L'affiliation des nouveaux membres est soumise à l'assemblée.

Partie 2

Structure de l'Association du Syndicat libre de travailleurs

6- L'organisation est fondée sur les principes du

centralisme démocratique, ce qui signifie que :

- a) De haut en bas de l'organisation, tous sont élus par les membres et rendent compte devant eux ;
- b) Toutes les décisions de l'association sont prises conformément aux statuts ;
- c) Les décisions sont prises à la majorité des voix.

7- La discussion libre et concrète des questions se rapportant au travail de l'Association du syndicat est un principe important de sa démocratie interne. Sur la base de celle-ci, se développent la critique et l'autocritique, se déploient l'activité et l'initiative des membres, se renforce la discipline consciente.

8- L'association de base du syndicat libre est l'Association née sous l'appellation des « Quarante-trois ».

9- Les tâches de l'Association du syndicat libre sont :

- a) L'accomplissement des obligations découlant du présent accord collectif ;
- b) L'enrôlement d'ouvriers et d'employés comme membres de l'Association des syndicats libres ;
- c) La formation des membres de l'Association dans un esprit d'intransigeance à l'égard des défauts, des abus bureaucratiques, du mensonge, de l'incurie et du gaspillage, de tout préjudice à l'égard du bien public.

Partie 3

Moyens de l'Association du syndicat libre

10- Les moyens de l'Association du syndicat libre seront constitués par :

- a) Les cotisations mensuelles des sans-travail, selon leurs possibilités ;
- b) Les cotisations mensuelles des membres ayant du travail, cotisations qui ne seront pas supérieures à 1 % de leurs salaires, mais sans limite des contributions volontaires ;
- c) Les versements de personnes autres que les membres du syndicat, en vertu de services d'un caractère juridique, de la publication ou la rédaction de plaintes, mais sans dépasser le tarif de l'État ;

Souscription

En avant pour la souscription de 100 millions !

Meeting Nord du 4 mars	170 F
Souscription à librairie	200 F
Un médecin du 13e pour le journal	500 F
Des militants ml de Laval	420 F
Un couple de travailleurs	400 F
Pour continuer le combat des marxistes-léninistes en France	200 F
Pour un parti marxiste-léniniste unique	
Pour que vive la presse révolutionnaire	300 F
CD Dimitrov	500 F
Supplément à réabonnement HL	20 F
"LT	90 F
"MG	120 F
"MR	220 F
"MD	10 F
"UJ	290 F
"AG	20 F
"GD	15 F
"MD	80 F
"MS	290 F
"HM	90 F
"BA	20 F
"TD	90 F
"ML et RM	80 F
"MM	80 F
"MJ	320 F
"LH	15 F
"JF	20 F
"PYG	40 F
"MG	20 F
"RR	320 F
"MV	90 F
"HM	10 F
"LM	80 F
"PB	90 F
"RJ	134 F
"HD	40 F
"BB	90 F
"MR	45 F
"JC	90 F
"TA	300 F
"PA	180 F
"AF	180 F
"CY	60 F
"MR	20 F
"M/CH	20 F
"ACH	20 F
"GJM	120 F
"CG	20 F
"PD	60 F
"BD	90 F
"RCH	45 F
"E	10 F
"LM/A	120 F
Total précédent	96 078,80 F
Nouveau total au 30/3/78	102 925,80 F

Festival Philippe Khadi

La salle du 17, rue de l'Avre était comblée samedi 1er avril.

De nombreux jeunes s'étaient rassemblés à l'appel du Comité Philippe Kadi. Beaucoup de musique et une ambiance chaleureuse constituaient la base d'accueil du festival. Mais surtout, ainsi que l'ont rappelé les jeunes du quartier, ce festival avait lieu pour rappeler que Philippe, jeune travailleur immigré de 20 ans, est mort tué par un flic. Les jeunes ne l'oublieront pas et ils veulent la vérité sur les faits et l'inculpation du flic meurtrier. C'est ce que rappelaient les interventions. D'autres témoignaient de la répression que subissent les jeunes pour peu qu'ils aient les cheveux longs et le teint basané.

La famille de Philippe s'est portée partie civile. L'argent du festival paiera les frais du procès. La lutte continue.

D'après un correspondant

Informations générales

Pour le boycott du «Mundial»

Nous avons signalé la sortie de «l'Épique» No3 réalisé par le COBA (Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football) et consacré entièrement à la Coupe du monde et au boycott de celle-ci. Ce numéro constitue un supplément à de nombreux journaux dont «l'Humanité rouge» et le «Quotidien du peuple».

Nous demandons à nos camarades de se le procurer et de le diffuser auprès des travailleurs en particulier.

Nous publierons à partir d'aujourd'hui des articles ou caricatures de ce numéro de «l'Épique». Nous rappelons comment se procurer le journal en écrivant ou en passant pour les camarades de la région parisienne au COBA, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

Dans le cadre de la campagne de boycott, le COBA édite une plaquette de dessins dont le produit de la vente est destiné aux familles des prisonniers politiques d'Argentine. Nous commençons aujourd'hui la publication de certains de ces dessins.

DEUX JOUEURS INTERNATIONAUX DE FOOTBALL SE PRONONCENT CONTRE LES DICTATURES

Il s'agit du gardien de but de l'équipe allemande Maier qui a déclaré tout dernièrement : « Il faut faire quelque chose si des innocents sont actuellement emprisonnés en Argentine ».

Un autre grand joueur international, le Brésilien José Reynaldo, qui a joué samedi dernier contre l'équipe de France a réclamé dans le journal « O Movimento » la libération des prisonniers politiques au Brésil. Il a été exclu de l'équipe brésilienne qui disputera la Coupe du monde. José Reynaldo est le titulaire du poste d'avant-centre de cette équipe de Brésil.

Parmi les initiatives qui sont d'un grand intérêt il faut signaler les deux pages parues dans le supplément sportif du journal « La République du centre » de la région d'Orléans. Sous la plume du Michel Caillat, ce supplément hebdomadaire explique dans le détail la nécessité du boycott et explique les positions du COBA. Une interview de cette organisation figure en bonne place dans ce supplément.

FAIRE CAMPAGNE POUR LE BOYCOTT DANS LES ENTREPRISES DANS LES SYNDICATS

Samedi après-midi, le match France-Bresil avait lieu au stade Jean Bouin à Paris, un match opposant les anciens joueurs de la Coupe du monde de 1958 en Suède, et une équipe d'artistes et de sportifs dont Jazy, Drut, Boutier, Bras-

tant à cet endroit dix-huit personnes, chacun d'elles portant une des lettres du mot d'ordre « Boycott du Mundial 78 ». L'accueil ne fut pas très chaleureux mais c'est là une première manifestation qui doit permettre de donner plus d'impact dans les milieux sportifs eux-mêmes à la campagne pour le boycott.

tracts et des numéros de «l'Épique» ont été distribués également. Malgré l'accueil plutôt froid et souvent hostile du public, cette action est très positive. Actuellement, il est nécessaire d'intervenir dans les entreprises, dans les sections syndicales pour y faire campagne pour le boycott et dénoncer la dictature en



Caricature parue dans l'«Épique», journal du COBA consacré entièrement au boycott de la Coupe du monde de football.

seur, etc. Avant le match, le COBA a manifesté en déroulant des banderoles devant les tribunes et en pos-

Par ailleurs, aux alentours du Parc des Princes, le COBA avait collé de nombreuses affiches, et des

Argentine et la caution politique que constitue la participation à la Coupe du monde de nombreux pays.

• Villeurbanne (Rhône)

Hafidi Labicen, travailleur marocain

ASSASSINÉ DANS UN FOYER SONACOTRA

Dans la nuit du samedi 4 mars, Hafidi a été roué de coups par le « videur » du foyer. Au lieu d'appeler des secours, le directeur n'a pas trouvé mieux que de trainer la victime ensanglantée dans sa chambre où il l'a enfermée couvrant ainsi son « gorille » Marcel Morien dont la tâche est précisément de faire régner la terreur dans le foyer. Les secours prévenus bien tard sont arrivés le lendemain seulement et ont trouvé Hafidi gisant dans une mare de sang. Il est mort, faute de soins.

L'Association des Marocains en France, l'UNEM et le Comité anti-répression de la Doua ont recueilli les témoignages des résidents du foyer et ont alerté l'opinion publique. Hafidi a bel et bien été assassiné. Ce n'est pas « une affaire banale d'ivrogne ». Le père de la victime

s'est constitué partie civile. Dix jours après ce meurtre, le directeur du foyer et son acolyte sont inculpés pour « non-assistance à personne en danger ». Une instruction est en cours. Jusqu'où ira l'enquête ?

Cet acte n'est pas isolé ; il rentre dans le cadre des attentats et de la terreur subis par les travailleurs immigrés en général et les Maghrébins en particulier : l'assassinat de Laid Sebai revendiqué par Delta, le tabassage d'un étudiant mauritanien au quai Jaurès... On pourrait citer par dizaines les exactions et les crimes perpétrés contre les immigrés dont les coupables sont impunis ou ont bénéficié de peines dérisoires. Bagarres à cinq ou dix contre un à Bitché, le Creusot ou Darnétan, expéditions punitives pour venger une

prétendue offense, comme à Vanves, Limoges ou Roubaix, commandos motorisés se terminant par une noyade comme à Duny ou Creil, sans parler de tous les travailleurs immigrés qui sont attaqués et brutalisés mais qui se taisent par peur des représailles. S'ajoutent à cela les brimades policières, les fouilles dans le métro et les expulsions organisées et officialisées successivement par les circulaires Fontanet-Marcelin en 1972, Djoud-Poniatowski en 1974 et actuellement les mesures Stoléru.

Conséquences de tout cela : 75 expulsions par semaine.

Extrait d'un tract de l'Union nationale des Étudiants marocains et de l'association des Marocains en France.



Premier bilan scientifique de la faculté de Sciences

«La mort jusqu'à 20 m de profondeur»

Brest. Vendredi dernier au Département des sciences de l'université de Bretagne occidentale (UBO), l'institut des Etudes marines faisait le point de ses recherches sur les ravages de la marée noire en collaboration avec la société d'Etudes et de Protection de la nature en Bretagne (SEPNB). Plusieurs universitaires devaient exposer devant un amphithéâtre bondé et extrêmement attentif les conclusions d'une étude faite par plusieurs centaines d'étudiants et leurs professeurs.

Le travail d'étude s'est effectué en trois temps. Dès le vendredi de la catastrophe, quarante personnes allaient sur place faire une étude de référence avant l'arrivée du pétrole. Puis par deux fois, il sera fait un état des lieux après la pollution, la première fois par deux-cents personnes, la seconde fois par plus de six-cents étudiants et scientifiques divisés en cent-soixante équipes.

OU EST LE PÉTROLE ?

Le pétrole s'est répandu

de diverses manières : une énorme nappe compacte au sortir de l'Amoco Cadiz, une accumulation aussi dans les anses et les criques exposées au nord-ouest à cause des vents. Si les vents venaient à changer de sens, c'est aussi la face exposée au nord-est qui serait atteinte.

Autour de cette zone de 30 km environ, on trouve du pétrole sous des formes diverses : nappes en mousse « mayonnaise », c'est-à-dire un mélange

d'eau et de pétrole, émulsion d'eau dans des nappes de pétrole ; nappes disjointes ; mince film tout autour de la zone la plus polluée. L'ensemble de la zone touchée s'étendait sur 150 km à vol d'oiseau fin mars.

En rade de Brest, on peut commencer à voir ici ou là des traces de pollution et un mince film de pétrole autour de la presqu'île de Crozon.

LES MOLLUSQUES TRES ATTEINTS

Toutes les algues littorales sont détruites sur 10 km autour de l'Amoco Cadiz et dans la zone d'accumulation.

Sur les rochers, la vie est détruite autour de l'épave et dans les zones d'accumulation dans un rayon de 50 km autour du navire.

Dans une seconde zone de 50 à 100 km, on constate encore une survie assez importante.

La faune des sables (coquillages) est la plus atteinte sur tout le littoral et notamment le littoral le plus riche. Les mollusques bivalves sont très touchés à tous les niveaux de la marée, non seulement sur le littoral, mais aussi plus en profondeur sur la plage. On peut parler à ce propos de « zone défaunée ». Il faudrait sept ou huit ans pour refaire ces peuplements.

LES POISSONS SÉDENTAIRES AUSSI

De 5 à 10 km autour de l'épave, et entre le pétrolier et la côte, le poisson de roche est fort endommagé. Dans les zones de « mayonnaise », sur des fonds de 10 à 20 mètres, les poissons sédentaires sont gravement atteints.

Dans le pétrole sortant de l'Amoco Cadiz, il y avait 30 % d'hydrocarbure aromatique ce qui provoqua des attaques violentes et des engluements. Aujourd'hui, ce taux est négligeable ce qui veut dire que les produits toxiques qui se sont libérés en mer provoqueront des dégâts à plus long terme, notamment par voie alimentaire.

4 000 OISEAUX

Plus des deux tiers des oiseaux-plongeurs côtiers sont portés disparus et entre un quart et un cinquième des oiseaux du large

De nombreux oiseaux d'Irlande, du pays de Galles ou d'Écosse qui allaient vers leur lieu de reproduction en passant par la Bretagne ont aussi été touchés, ce qui élargit considérablement la zone des ravages au-delà même des côtes bretonnes.

Les centres d'accueil ont relevé, fin mars, 2 000 oiseaux mazoutés. Selon les estimations, cela voudrait dire que 4 000 oiseaux sont

morts, la plupart des oiseaux mazoutés sont condamnés.

SUR 20 METRES DE PROFONDEUR

La mer est très malade sur au moins quatre ou cinq mètres de profondeur. La mort commence à frapper aussi dans une zone de vingt mètres de profondeur. Les dégâts sont à long terme. Lors du naufrage du Torrey Canyon, il y a onze ans, la majorité des dégâts venait des détergents plus encore que du pétrole pourtant mortel. Or, aujourd'hui encore, le gouvernement français (en cachette) et le gouvernement anglais (ouvertement) utilisent des détergents et des dispersants.

Quant au pétrole et aux déchets récupérés, ils sont déposés dans des fosses creusées dans le sable. Parfois (mais pas toujours), ces fosses sont recouvertes d'un fin film de plastic qui, de toute façon, ne résiste pas. Becam recommence donc l'énorme « bavure » faite lors de la marée noire du Boelhen où le pétrole enterré avait pollué le sol et les nappes d'eau à un tel point que des habitants de

Editorial

Le vrai crime de l'Amoco Cadiz

Alors que se poursuit le débat sur le bénévolat des milliers de volontaires débarquant à Brest par trains entiers comme ces jeunes belges arrivés ici dimanche matin.

Avant l'été, les plages seront peut-être propres en apparence car il faut dire peut-être et en apparence seulement. Le travail de pompage et de nettoyage y aura-t-il contribué ? Dans une certaine mesure bien sûr. Mais l'armée aura aussi utilisé des détergents et des dispersants en mer et sur les plages. Le pétrole aura été stocké n'importe où et aura saccagé les dunes et surtout : la mer ne sera peut-être plus noire mais elle sera morte.

Morts les oiseaux, les poissons, les crustacés, les algues. Bien sûr, tous ne mourront pas. Mais le pétrole et les détergents feront des ravages longtemps encore. Il y aura longtemps encore des oiseaux qui s'empêtront dans des petites nappes ici ou là, des poissons qui avaleront du pétrole et il faudra plusieurs années pour refaire la faune puisque les œufs et les larves sont morts. L'équilibre naturel est brisé pour de longues années et avec lui est brisée l'économie côtière.

La marée noire c'est un coup de massue à la pêche et aux activités industrielles et commerciales elle engendre. Combien d'années aussi faudra-t-il pour refaire les parcs à huîtres et les cantonnements à crustacés même si on limite les dégâts en sauvant la récolte de cette année ? Il en va de même pour les usines de transformation des algues. Un milieu naturel ne se refait pas vite. Surtout avec quatre marées noires en 11 ans alors qu'il faut quatre ou cinq ans pour faire un homard adulte. La marée noire c'est donc aussi la menace de la faillite et du chômage.

Le vrai crime de l'Amoco Cadiz est à la fois écologique, économique et social. Quand vous le voyez cela dépasse de loin le pétrole sur les plages et la propreté du sable ou de l'eau. Cela montre bien aussi l'énorme canular honteux que constitue la publicité faite autour du bénévolat et du nettoyage des plages.

Que des bénévoles viennent nettoyer les plages n'est bien sûr pas une mauvaise chose en soi. Mais que le Becam, les Giscard, les Bellemare commencent déjà à nous dire que tout va se régler parce qu'on nettoie le sable, c'est inadmissible.

Quelle signification aurait une plage propre entre une mer morte et une Bretagne mourante ? Et cela il ne faut pas l'oublier, il faut le garder bien en tête car dès lors, l'affaire devient politique. Faire payer la Shell et les autres compagnies responsables, faire payer l'État responsable lui aussi ce sera une longue lutte qui devra unir les pêcheurs avec les paysans, l'ouvrier, l'écologiste et le travailleur saisonnier. Cette lutte est déjà commencée.

Brest, le 3 avril
envoyé spécial

A propos du dégazage d'un pétrolier soviétique

Faute de place, nous n'avons pas pu annoncer à temps la prise en flagrant délit de dégazage d'un pétrolier soviétique au large de Calais la semaine dernière. Ce pétrolier a été conduit au port du Havre et son commandant a dû payer une amende de 20 000 F pour pouvoir reprendre la mer. Plusieurs autres pétroliers ont également été pris ces derniers jours et ont fait l'objet des mêmes mesures.

Si nous insistons sur le cas du pétrolier russe, c'est qu'il y a peu de temps, le gouvernement russe vantait le respect de la mer et de la nature de son industrie pétrolière et de ses pétroliers.

Les faits viennent donc mesurer une fois de plus l'écart entre les déclarations auto-satisfaites des dirigeants russes et la réalité bien différente. L'URSS a aussi le triste privilège de faire partie des pollueurs internationaux. Il est à noter que l'agence Tass a protesté contre l'amende infligée au pétrolier soviétique l'« Aktau », accusant les autorités françaises de vouloir détourner la colère de l'opinion française de la marée noire. Un comble !

Les Soviétiques ont donc tous les droits et celui de polluer les côtes des autres pays en particulier. Il est à noter également que le lendemain de la prise en flagrant délit du cargo soviétique, l'« Humanité » titrait sur cette information en annonçant « Dégazage d'un pétrolier », oubliant d'écrire dans le titre qu'il était soviétique (dans l'article, elle était bien obligée de l'indiquer malgré tout).

Le dégazage volontaire est l'une des plus importantes et des plus répandues sources de pollution de la mer et des océans. Un million de tonnes de pétrole sont ainsi déversées chaque année dans la mer.

Quimper avaient du pétrole dans l'eau courante de leur robinet.

Au sortir des fosses de stockage, le pétrole devrait être retraité en raffineries, mais celles-ci sont déjà débordées. Par ailleurs, où seront stockés les algues et les galets recouverts de pétrole ? Il semblerait que

Becam-Giscard aient décidé de les enterrer en cachette dans des carrières. Une enquête est en cours par les comités anti-marée noire.

La conclusion du professeur Chassé de l'UBO est claire : « La côte est malade. Qu'on ne la tue pas avec de mauvais médicaments ».



ACCORD COMMERCIAL CHINE-CEE

Un accord commercial a été signé entre la Chine et la CEE lundi. Cet accord non-préférentiel contient deux clauses favorables à la Chine : la clause de la nation la plus favorisée que la CE n'a pas accordée à l'URSS, et la clause dite de « la prise en considération favorable » qui privilégie en quelque sorte la Chine sur le marché européen tandis que la Chine, de son côté, s'engage à donner pour ses achats la priorité à l'Europe des Neuf. Au cours de son discours, le représentant chinois a rappelé le soutien apporté par la Chine à l'union européenne contre l'hégémonie des deux superpuissances.

73 MANIFESTANTS TUÉS DEPUIS LE 21 MARS EN IRAN

Selon deux organisations iraniennes, il y aurait eu 73 morts et 350 blessés au cours de la répression des manifestations et de la lutte contre le Shah déclenchées le 21 mars dernier. Les chiffres officiels annoncent que ces événements auraient quatre morts, ce qui est contredit par la presse elle-même qui fait état de plusieurs dizaines de morts. Un manifestant au moins est mort à Ahwaz, ville au sud-ouest de l'Iran, dans la nuit de dimanche à lundi, au cours de manifestations qui ont été réprimées par la police fasciste du Shah. Des manifestations violentes ont aussi eu lieu le même jour dans les autres villes importantes du pays.

BREJNEV RECONNAIT DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT EN SIBÉRIE

Brejnev, au cours de sa tournée en Sibérie, a déclaré : « On m'a rapporté que, dans votre région, un grand nombre d'entreprises n'exécutent pas le plan. » Il a également reconnu : « Le rythme très lent de développement de l'agriculture » dans la région et « des interruptions de livraison qui provoquent un mécontentement justifié de la population » (il s'agit de l'interruption de légumes frais et de produits d'alimentation). Tout ne va pas pour le mieux dans l'économie russe.

BOYCOTT DE LA SHELL UNE ORGANISATION DE CONSOMMATEURS ATTAQUÉE EN JUSTICE PAR SHELL-FRANCE

L'Union fédérale des consommateurs (dont le journal est « Que choisir ») a été attaquée en justice par la société « Shell France » pour son appel au boycott des produits Shell. Plusieurs associations dont « Les Amis de la terre », l'« Association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement », etc. ont protesté contre l'initiative de Shell France. De son côté, l'Union fédérale des consommateurs a déclaré que cette action en justice « constitue une grave atteinte à la liberté d'expression des consommateurs » et précise que ce mot d'ordre sera maintenu tant que Shell n'aura pas pris de disposition d'indemnités complémentaires et renoncé à utiliser des pavillons de complaisance.

L'Union fédérale des consommateurs indique qu'il n'y a aucune différence entre la Shell France et la Shell anglaise ou hollandaise contrairement à ce que prétend la Shell France.

Le référé a été plaidé lundi par le tribunal civil de Paris qui rendra sa décision dans quelques jours.

ÉLECTIONS CONTESTÉES DANS CINQUANTE CIRCONSCRIPTIONS

Le Conseil constitutionnel a été saisi de cinquante huit requêtes contestant le résultat des législatives dans cinquante circonscriptions. Celles-ci se trouvent dans les départements suivants : Cher, Corse du sud, Haute Corse, Côte-d'Or, Dordogne, Eure, Gers, Gironde, Hauts-de-Seine, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Loiret, Meurthe-et-Moselle, Paris (2e, 16e, 21e, 23e, 29e, 31e circonscriptions), Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Pyrénées Atlantiques, Haut-Rhin, Rhône, Seine-Maritime, Seine-Saint-Denis, Somme, Val-de-Marne, Val d'Oise, Vaucluse, Vendée, Yvelines, Guadeloupe, Martinique, La Réunion, Saint Pierre-et-Miquelon.

GISCARD ET SCHMIDT ONT PRÉPARÉ LA PROCHAINE RÉUNION EUROPÉENNE

Plusieurs raisons importantes peuvent avoir été à l'origine de la rencontre Giscard-Schmidt, ce dernier week-end. Après les élections législatives françaises, le programme des chefs d'Etat s'annonce chargé avec en particulier la réunion du Conseil européen de Copenhague les 7 et 8 avril prochains et le sommet des pays industrialisés à Bonn en juillet. Parmi les sujets de « préoccupation » de Giscard et de Schmidt, figurent, la relance économique, l'expansion concertée, la chute du dollar, et l'attitude des européens pour y faire face. Figurait certainement aussi au programme de cette rencontre l'attitude commune des deux pays à l'égard de la nouvelle loi américaine de non-prolifération nucléaire, question qui figurera à la réunion de Copenhague.

HOSPITALIERS JOURNÉE NATIONALE D'ACTION LE 5 AVRIL GREVE LE 11

Directrice de publication : Suzanne Marty

Commission paritaire No 57952

Distribution NMPP

Imprimerie La Nouvelle

Dépôt légal : 3e trimestre 1978

1ère séance de la nouvelle Assemblée

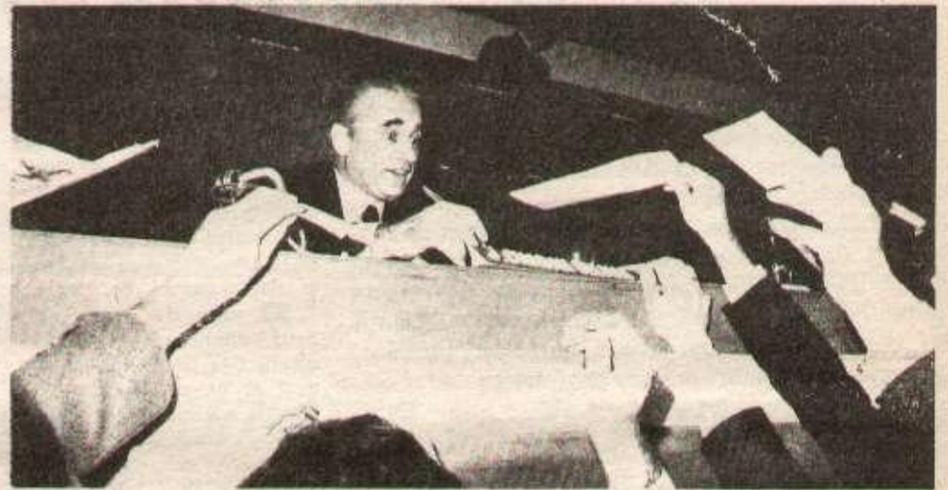
C'est le coq Chaban qui est monté sur le perchoir

Suite de la page 1

Chaban Delmas n'a-t-il pas déclaré que Chirac l'avait poussé à présenter sa candidature au perchoir pour mieux lui faire ensuite un croc-en-jambes en jetant en travers de sa route l'inénarrable Edgard Faure, ex-radical, ex-prétendant, il y a un an, à la présidence des radicaux de droite et nouvel adhérent du RPR.

De la cuisine qui pue s'il en est. Finalement Chirac a tellement agit grossièrement qu'il a lui-même mordu la poussière puisque Chaban a été élu. Il ne fait pas de doute que la candidature de Chaban a bien arrangé Giscard et l'UDF puisque elle a montré les divisions du RPR, une trentaine de députés gaullistes ayant voté contre le candidat chiraquien Edgard Faure et son « contrat social ».

Cet échec de Chirac ne fait que confirmer le lent mais



réel déclin du gaullisme. C'est là l'enseignement de ce scrutin en forme de vau-deville ou de pièces de boulevard. Ce déclin du gaullisme réside dans une détérioration de certains aspects importants de la politique de la bourgeoisie. C'est par exemple le cas de la politique étrangère, et de la politique intérieure avec l'ouverture « à gauche » de

Giscard et sa stratégie « d'Union nationale ». Le gaullisme ne pouvait continuer avec la crise et le discrédit qui le touche aujourd'hui, il ne pouvait continuer comme politique extérieure de la bourgeoisie française avec la dure pression des superpuissances sur les États européens. La politique gaulliste d'isolement de la France, de refus de l'Europe par exemple n'était plus viable. De nouvelles orientations dans la politique de la bourgeoisie sont devenues nécessaires. Telle est la toile de fond devant lesquelles se déroulent depuis quelques années maintenant les escar-

mouches des partis de droite et aussi de gauche, et dont les élections de Chaban au perchoir est un nouvel épisode haut en couleur et en manœuvres sordides.

Une petite anecdote pour pimenter cette élection : les députés PS et radicaux dits de gauche ont boycotté le discours de l'armateur Dassault « symbole de la liaison du pouvoir d'argent et du pouvoir politique ». Les révisionnistes du PCF, eux, sont restés sagement sur leurs bancs pour écouter Dassault qui, il est vrai, aurait accepté d'être nationalisé si la « gauche » avait accédé au pouvoir.

Pour la première fois Trente mille israéliens pour la paix

Samedi, en Israël, plus de trente mille personnes sont descendues dans la rue pour manifester contre la politique de guerre de Begin, le chef du gouvernement israélien. Cette manifestation d'une ampleur inégalée en Israël était organisée par un groupe d'officiers de réserve. Il y a un mois, trois cents d'entre eux avaient envoyé une lettre à Begin, lequel avait déclaré alors qu'ils ne représentaient qu'une petite minorité de l'opinion.

La manifestation de samedi constitue bien au contraire une confirmation qu'en Israël même, la population, et en premier lieu les soldats, en ont assez de la guerre et des buts expansionnistes que défend le gouvernement Begin. Parmi les banderoles et mots d'ordre, citons : « La paix maintenant » ; « Mieux vaut la paix que des territoires » ; « Pour la paix, retrait des territoires et autodétermination pour le peuple palestinien », etc.

Plusieurs organisateurs ont lancé un appel au peu-

ple pour faire davantage pression sur le gouvernement afin qu'il cesse de favoriser l'implantation de colonies de peuplement au-delà des frontières.

Les manifestants ont reproché à Begin le refus de saisir les propositions de paix que le président égyptien Sadate était venu faire au cours de sa visite en Israël. Cette manifestation de gens très divers et qui sont représentatifs de beaucoup de couches de la population juive est en fait le résultat de la visite de Sadate en Israël, visite qui provoque donc un isolement du gouvernement Begin et qui révèle la profonde aspiration de la population à la paix. Elle montre que Begin ne pourra certainement pas occuper longtemps le Sud-Liban s'il ne veut pas affronter de nouveaux et nombreux manifestants.

Israël devra à la longue abandonner toute prétention sur les territoires qu'elle occupe actuellement. Tel paraît être le sens vers lequel évolue l'opinion israélienne.

Deux attentats sionistes à Paris le week-end dernier

Le week-end dernier, un attentat a été commis contre le local du Mouvement des travailleurs arabes dans le quartier de Belleville à Paris. Cet attentat a été revendiqué par des individus qui s'intitulent « Les vengeurs de l'attentat de Tel Aviv ». Il s'agit donc d'un attentat raciste et sioniste. Le Mouvement des travailleurs arabes a déclaré que « les sionistes cherchent à semer la suspicion, voire à provoquer l'affrontement entre communautés habitant le quartier de Belleville ». Il « exige que la police française poursuive les assassins sionistes dont les crimes contre les militants palestiniens et arabes à Paris restent impunis jusqu'à ce jour ». Rappelons en particulier que les assassins de Laid Sebaï, assassiné devant le local de l'Association des Algériens en Europe, il y a quel-

ques mois, n'ont jamais été inquiétés.

Un autre attentat a également été commis contre la librairie Saint-Joseph, 156, rue Saint-Maur, à Paris dans le 11e arrondissement. Cette librairie catholique diffuse des affiches de soutien au peuple palestinien. Cet attentat commis dans la nuit de dimanche à lundi a été également revendiqué par le même groupe « Les vengeurs du massacre de Tel Aviv ». Ce groupe de terroristes sionistes a déclaré son intention de continuer à commettre ses méfaits en France.

Les provocations et crimes sionistes, bien qu'ils bénéficient des protections de la police et de la justice françaises n'empêcheront pas que le soutien à la lutte du peuple palestinien et à celle des peuples arabes se développe.